

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 20/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DS SMITH PAPER ROUEN**

Rue Desire Granet  
B.P. 551  
76800 Saint-Étienne-du-Rouvray

Références : UDRD-2024-06-T-460  
Code AIOT : 0005801044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement DS SMITH PAPER ROUEN implanté Rue Désiré Granet BP 551 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à de nombreux dépassements des valeurs limites d'émission dans l'eau au cours de l'année 2023 pour les paramètres azote et phosphore, l'inspection des installations classées s'est rendue le 21 et le 22 mai 2024 sur le site de DS-SMITH afin d'assister à la mise en place et au retrait du matériel de mesure nécessaire au prélèvement par un laboratoire indépendant. Cette visite fait également suite à celle du 7 juin 2022, portant sur la même thématique, où l'inspection des installations classées avait émis des demandes auprès de l'exploitant.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH PAPER ROUEN
- Rue Désiré Granet BP 551 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray

- Code AIOT : 0005801044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site DS SMITH PAPER ROUEN produit de la pâte à papier et du papier à partir de déchets entrant de balles de papier. Le site est autorisé au titre de plusieurs rubriques ICPE, notamment au titre de la rubrique 3610 relative à la fabrication du papier.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclarations GIDAF	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été menée par sondage.

Le contrôle inopiné réalisé le jour de la visite n'est pas concluant dans la mesure où l'échantillon prélevé à l'issue des 24h n'était pas représentatif des rejets de l'usine (remontée d'eau de Seine au point de rejet). Un autre contrôle sera diligenté par le laboratoire avant la fin de l'année 2024.

Concernant l'autosurveillance, les déclarations GIDAF de l'année 2023 montrent plusieurs dépassements non-conformes en flux d'azote et de phosphore sans justification de l'exploitant sur l'application. Ces dépassements représentent parfois sur un mois plus de 10% de la série de mesures et pour un épisode dépasse le double de la VLE prescrite.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas mis en œuvre d'action pour répondre aux demandes de l'inspection des installations classées formulées suite à la visite sur le contrôle inopiné de l'année 2022 et relatives à la déclaration du débit de rejet uniquement des eaux industrielles et à la création d'un nouveau point de prélèvement.

Ainsi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en œuvre des actions correctives afin de remplir correctement GIDAF et de caractériser de manière plus précise la qualité des effluents industriels rejetés après traitement par la station d'épuration.

Le prochain contrôle diligenté par le laboratoire indépendant permettra de statuer sur la conformité des rejets de l'exploitant dans le milieu récepteur.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclarations GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 3.3			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets eau			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<p>Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p> <p>Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).</p> <p>Point de rejet référencé n°1 : température maximale : 35 °C, pH : 5,5 à 8,5</p>			
Paramètres	Flux spécifique annuel (kg/t)	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux massique maximal journalier (kg/j)
MES	0,45	70	630
DCO	1,4	200	1900
Azote global NGL	0,09	15,0	130
Phosphore	0,008	1,4000	13
AOX	0,005	0,8500	2
DBO5	0,2	34,000	300
Indice phénols	0,00035	0,0600	0,51
HCT	0,007	1,200	11

Débit spécifique (m <sup>3</sup> /t)	Débit maximal (m <sup>3</sup> /j)
10 (valeur de référence annuelle)	10 000

#### Constats :

Les déclarations GIDAF sur l'année 2023 de l'exploitant ont été examinées. Elles indiquent des dépassements fréquents en flux d'azote et en flux de phosphore. Plusieurs mois de l'année présentent des séries de mesures où plus de 10 % des résultats dépassent les valeurs limites prescrites, sans qu'ils ne dépassent deux fois la VLE.

Au mois de mai 2023, il y a eu 7 fois des dépassements en flux de phosphore et 6 fois des dépassements en flux d'azote.

Au mois de juin 2023, il y a eu 16 fois des dépassements en flux d'azote.

En juillet 2023, il y a eu 8 fois des dépassements en flux d'azote.

En août 2023, il y a eu 7 fois des dépassements en flux d'azote.

En septembre 2023, il y a eu 11 fois des dépassements en flux d'azote.

En octobre 2023, il y a eu 4 fois des dépassements en flux de phosphore.

En novembre 2023, il y a eu 4 fois des dépassements en flux de phosphore.

En décembre 2023, il y a eu 7 fois des dépassements en flux d'azote.

Lors de la visite du 22 mai, l'exploitant indique plusieurs causes à ces dépassements :

- l'eau d'exhaure est chargée en azote (ces eaux rejoignent le canal venturi sortie usine en amont du point de prélèvement comme indiqué dans le rapport d'inspection de 2022)
- les nutriments sont ajustés selon la conduite des méthaniseurs mais en présence de lyse bactérienne, il y aurait un rejet en azote. En effet, l'azote issu de la mort des bactéries n'est pas absorbable par la station biologique, ce qui conduit à des rejets en azote dans le milieu.

Interrogé sur le produit utilisé pour nourrir la station de traitement, l'exploitant a fourni la fiche de données de sécurité du produit (SOLUSTEP B6162 N). Par courrier du 4 juin 2024, l'exploitant a fourni une nouvelle fiche de données de sécurité (SOLUSTEP B6122 N) et la fiche technique associée. L'exploitant indique que le produit est régulièrement changé afin de s'adapter aux besoins des méthaniseurs, et afin de respecter l'arrêté préfectoral.

La fiche technique du produit indique qu'il s'agit d'une formulation nutritionnelle à base d'azote et de phosphore. Les produits de la gamme sont formulés spécifiquement à la demande.

L'exploitant étaye son propos sur les eaux d'exhaure dans son courrier du 4 juin 2024, où il indique qu'une analyse a été réalisée sur l'eau de nappe le 22 mai et qu'elle indique une charge en azote de 6 mg/L. Le rejet autorisé de l'exploitant est fixé à une concentration de 15 mg/L. Aussi, la seule justification de la concentration des eaux d'exhaure ne saurait être retenue puisque la concentration de la nappe est inférieure de plus de deux fois à la valeur de concentration limite autorisée et le dépassement n'est pas constant dans le temps.

En outre, les explications de l'exploitant ne justifient pas les dépassements en phosphore constatés. Au vu des informations recueillies lors du contrôle, ceux-ci peuvent être expliqués par un surdosage lors de l'introduction des nutriments des méthaniseurs.

Par ailleurs, les rejets dépassent le double de la VLE prescrite lors de deux épisodes : le 6 octobre 2023 et le 27 novembre 2023. Dans son courrier du 4 juin 2024, l'exploitant indique que le 27 novembre est une erreur de frappe du débit journalier qui a faussé les informations sur les flux. Il a

procédé à la correction de sa déclaration. Concernant le 6 octobre 2023, il déclare que les dépassements sont dus à un fort débit de rejet et une très faible production suite à des problèmes de marche de la machine à papier. Cet événement n'a pas été renseigné dans les causes des dépassements dans l'application GIDAF.

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller à renseigner correctement l'application GIDAF, y compris concernant la cause et la nature des dépassements, ainsi que sur les mesures correctives envisagées ou réalisées. Cette demande s'applique pour tous les dépassements à compte de la déclaration du mois de juin 2024. Il est attendu une recherche des causes profondes si les dépassements viennent à se généraliser et à durer comme cela a été le cas sur l'année 2023.**

**Un contrôle indépendant de l'autosurveillance menée par l'exploitant est nécessaire pour statuer sur la conformité des rejets de l'exploitant dans le milieu récepteur.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°1 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller à renseigner correctement l'application GIDAF, y compris concernant la cause et la nature des dépassements, ainsi que sur les mesures correctives envisagées ou réalisées. Cette demande s'applique pour tous les dépassements à compte de la déclaration du mois de juin 2024. Il est attendu une recherche des causes profondes si les dépassements viennent à se généraliser comme cela a été le cas sur l'année 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Contrôle inopiné**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pose matériel

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas modifié l'installation de prélèvement depuis la précédente visite de 2022.

Le prélèvement opéré dans le cadre du contrôle inopiné est situé au canal de rejet final de l'usine, en direction de la Seine. Ce canal subit les variations des marées. En cas de fortes marées, il n'y a plus de rejet vers la Seine mais au contraire une remontée de la Seine dans le canal. Le contrôle inopiné s'est tenu du 21 mai midi au 22 mai 2024 midi. Le 22 mai matin le coefficient de marée a été de 71, ce qui correspond à un coefficient haut. La Seine est alors remontée dans le canal; le

totaliseur et le préleveur de l'industriel se sont arrêtés pendant 7h. Le prélèvement réalisé par le laboratoire n'est donc pas exploitable.
Un nouveau contrôle sera diligenté par le laboratoire au cours de l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Mesure du débit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réglage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas modifié l'installation de prélèvement depuis la précédente visite de 2022. Notamment, il avait été constaté que le canal venturi collecte les eaux traitées par la station d'épuration du site avant rejet en Seine mais également les eaux d'exhaure issues de la barrière hydraulique et les eaux pluviales. Cela fausse la mesure de débit des rejets réglementés (via l'arrêté préfectoral) du site et participe à une forme de dilution de ces rejets. Il avait alors été demandé à l'exploitant de: 1) s'attacher à mesurer et à ne déclarer que le débit de rejet des eaux industrielles de process par une mesure normée du débit entre la sortie du clarificateur (dernière étape de traitement de la station d'épuration) et l'amont de la conjonction des divers réseaux, notamment pour démontrer le respect du débit maximal journalier qui lui est fixé. S'il est démontré l'impossibilité technique de réaliser directement cette mesure, l'exploitant devait proposer à l'inspection des installations classées une ou plusieurs méthodes alternatives permettant de calculer simplement et de manière précise et sûre ce débit. 2) créer un autre point de prélèvement, entre la sortie du clarificateur et l'amont de la conjonction avec les autres réseaux, afin de caractériser de manière plus précise la qualité des effluents rejetés après traitement par la station d'épuration et garantir ainsi le respect des valeurs limites d'émission (notamment en concentration) pour les paramètres à surveiller. <b>L'exploitant n'a pas mis en œuvre d'actions correctives suite à ces demandes.</b>  1) Il a été examiné lors de la visite du 22 mai la possibilité de faire une mesure de débit des eaux de process à la sortie du clarificateur. La mesure actuellement en place n'est pas fiable selon l'exploitant, car il s'agit d'une mesure par lame déversante non normée. Les eaux sont ensuite acheminées directement depuis la sortie du clarificateur, jusqu'au canal venturi par un réseau enterré (canalisations en béton). L'exploitant indique qu'il n'est pas possible d'installer un débitmètre dans la tuyauterie en sortie du clarificateur, car la conduite n'est pas continuellement à pleine charge et elle présente un diamètre trop important par rapport au volume véhiculé. A l'issue de la visite du 22 mai, l'exploitant propose de calculer le débit de rejet des eaux industrielles de process en sommant les débits d'alimentation des méthaniseurs puis en leur soustrayant les débits alimentant les réservoirs de boues biologiques (R14) et d'eau recyclée (R13). Tous ces débits sont mesurés par des débitmètres électromagnétiques avec un suivi métrologique.

Il est entendu que la solution proposée par l'exploitant lui permettrait de déclarer le débit de rejet des eaux de process pour démontrer le respect du débit maximal journalier qui lui est fixé.

**Il est proposé d'acter cette solution de calcul du débit de rejet des eaux de process au clarificateur de manière transitoire, tout en ajoutant une colonne dédiée (débit sortie clarificateur) dans le cadre de suivi GIDAF afin de continuer à suivre le débit enregistré au canal venturi. L'exploitant s'attachera à appliquer un suivi métrologique des débitmètres ayant les mêmes exigences que pour celui installé au point de prélèvement.**

2) En ce qui concerne la création d'un nouveau point de prélèvement afin de ne pas créer de dilution du rejet des eaux de process, l'exploitant indique qu'il n'est pas possible de créer ce point à l'issue du clarificateur. Le rejet est tellement turbulent qu'il n'est pas possible de créer une zone permettant un prélèvement normé.

Lors de la visite, il a été constaté un large espace à proximité immédiate du clarificateur. L'industriel indique que cette aire laissée vacante sert à l'installation des grues lors des opérations de maintenance sur les clarifloculateurs. Il n'est pas possible d'y construire un nouveau venturi selon l'exploitant.

**Il est demandé à l'exploitant de soumettre une solution pérenne, éventuellement par la création d'un nouveau point de prélèvement, afin de caractériser de manière plus précise la qualité des effluents rejetés après traitement par la station d'épuration, sans dilution, et garantir ainsi le respect des valeurs limites d'émission (notamment en concentration) pour les paramètres à surveiller.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°2 : Il est demandé à l'exploitant de soumettre **sous 3 mois** une solution pérenne, éventuellement par la création d'un nouveau point de prélèvement, afin de caractériser de manière plus précise la qualité des effluents rejetés après traitement par la station d'épuration, sans dilution, et garantir ainsi le respect des valeurs limites d'émission (notamment en concentration) pour les paramètres à surveiller.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois